



Cahiers de l'ODSEF

Et demain la francophonie.

Essai de mesure démographique à l'horizon 2060

Par

Richard MARCOUX,
en collaboration avec
Marie-Eve HARTON

Cahiers de l'ODSEF

**Et demain la francophonie.
Essai de mesure démographique à
l'horizon 2060**

par Richard MARCOUX

avec la collaboration de Marie-Eve HARTON

Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone (ODSEF)

Québec, mai 2012

Éléments de référence pour citer ce document :

MARCOUX, Richard, avec la collaboration de Marie-Eve HARTON. (2012). *Et demain la francophonie. Essai de mesure démographique à l'horizon 2060*. Québec : Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone/Université Laval, 28 p. (Collection Cahiers de l'ODSEF)

À propos des auteurs

Richard Marcoux, démographe, est professeur au département de sociologie de l'Université Laval et directeur de l'ODSEF.

Marie-Eve Harton complète un doctorat en sociologie de l'Université Laval et est assistante de recherche à l'ODSEF. Elle a procédé au traitement des données et à la mise en forme des tableaux qui ont été mis à jour.

NOTE : Ce texte est une mise à jour en 2012 d'un article publié par Richard Marcoux avec la collaboration de Mathieu Gagné dans les *Cahiers québécois de démographie* (vol. 32, n° 2, automne 2003, p. 273-294). Alors que l'article d'origine s'appuyait sur les données de 2002, nous avons utilisé ici les données des plus récentes projections de population produites par les Nations Unies en 2011 (*World Population Prospects. The 2010 Revision*). Les tendances dessinées avec les données les plus récentes demeurent les mêmes que celles esquissées dans l'article de 2003... mais l'exercice devait être fait pour l'affirmer!

Résumé

Dans un contexte où mondialisation semble rimer avec anglicisation, il nous a paru intéressant de tenter un exercice prospectif pour cerner ce que sera la francophonie de demain en examinant ses tendances démographiques sur les différents continents à l'aide des plus récentes projections des Nations Unies, publiées en 2011. Depuis 2000, les exercices prospectifs des Nations Unies ont la particularité de reposer sur une approche nouvelle qui permet d'entrevoir pour la planète un avenir démographique fort différent de celui qui avait été envisagé par le passé. Quels pourraient être les effectifs de la francophonie et leur répartition sur la planète d'ici un demi-siècle? Y aura-t-il concentration dans quelques régions, et si oui lesquelles? Cet exercice prospectif est également l'occasion de relever certains enjeux politiques et sociaux liés à la francophonie.

Mots clés

démographie, francophonie, langue, estimation des populations, projection

Sommaire

Introduction.....	3
Qui fait partie de la francophonie?	4
Les nouvelles projections des Nations Unies.....	8
Quelques résultats	9
TABLEAU 1. Population (en milliers) appartenant à la francophonie selon les quatre définitions de l'espace francophone. Estimations pour 1960 et 2010 et projections pour 2060.....	10
TABLEAU 2. Répartition (%) par continent des populations de la francophonie et des francophones, et effectifs totaux (en milliers), selon quatre scénarios, 1960-2060	12
Conclusion	14
Références bibliographiques	16
Annexe 1. Définition des différents statuts de l'OIF	18
Membre de plein droit.....	18
Membre associé.....	18
Observateur et invité spécial	18
Annexe 2. Quatre scénarios pour définir l'ensemble francophone.....	19
Scénario A1 : Population des pays de la francophonie officielle	19
Scénario A2 : Population des pays de la francophonie active.....	20
Scénario B1 : Population francophone selon l'OIF 2010 (stabilisation des taux).....	20
Scénario B2 : Population francophone suivant la scolarisation des populations du Sud	21
Annexe 3. Estimation des francophones en 2010 selon le scénario B1	22

Introduction

Quel pourrait bien être l'effectif de la population appartenant à la francophonie? Quelle est sa répartition à travers la planète aujourd'hui? Aura-t-elle la même configuration géographique dans quelques décennies ou sera-t-elle concentrée dans quelques régions? Dans un contexte où mondialisation semble rimer avec anglicisation, dans la mesure où l'anglais s'impose comme langue de communication dans les échanges de plus en plus fréquents entre des univers linguistiques distincts, notamment à travers les technologies de l'information, il nous a paru intéressant de tenter un exercice prospectif qui pourrait nous permettre de cerner ce que serait la francophonie de demain, mais en nous limitant ici à son poids démographique et à ses tendances en termes de répartition sur les différents continents.

Évidemment, le rôle de la francophonie dans le monde ne peut se résumer au seul décompte des individus appartenant aux pays francophones. En effet, c'est notamment à travers le dynamisme de ses institutions et de ses acteurs politiques, artistiques, scientifiques et économiques que le monde francophone se fait entendre et conserve une reconnaissance mondiale. Il importe tout de même de reconnaître que le poids démographique d'un groupe n'est pas un attribut marginal puisque, on le sait, il est, du moins théoriquement, l'élément central des mécanismes décisionnels de tous les appareils démocratiques. Le poids démographique d'un groupe constitue même un enjeu social et politique majeur dans de nombreux débats, tant au niveau local et national qu'à l'échelle internationale. Dans ce qu'il est convenu de nommer *le concert des nations*, les pays francophones pourront se faire entendre dans la mesure où ils forment un ensemble suffisamment important sur le plan démographique... et s'entendent bien sûr pour parler d'une même voix!

L'exercice auquel nous nous sommes livrés ici s'appuie principalement sur les plus récentes projections des Nations Unies (United Nations, 2011). Elles constituent le 22^e exercice de projection de l'ONU depuis la création de sa Commission de la population, en 1946. Cet exercice périodique complexe auquel se livrent les experts des Nations Unies sert de référence majeure pour quiconque s'intéresse aux tendances démographiques du monde. Or les dernières projections des Nations Unies ont la particularité de reposer sur une approche nouvelle qui laisse entrevoir pour la planète un avenir démographique fort différent de celui qui avait été envisagé par le passé. Cette nouvelle esquisse de la répartition future de la population dans le monde paraît par ailleurs plus conforme à ce que d'autres chercheurs et institutions ont

pu proposer au cours des dernières années. Les consensus sont rares chez les démographes, d'où l'intérêt de ces nouvelles données des Nations Unies.

Qui fait partie de la francophonie?

Bien qu'elle puisse paraître banale, il n'est pas aisé de répondre à cette question, car la définition de l'ensemble francophone dépend de la définition retenue pour approcher le concept de francophonie, comme le souligne fort à propos Michel Têtu (1992). Dans le cadre du présent exercice, nous retiendrons deux approches débouchant sur deux scénarios prospectifs.

La première approche retient ce que Jean-Louis Roy, ancien Secrétaire général de l'Agence de la francophonie, appelle l'espace francophone, qui regroupe l'ensemble politique de la francophonie¹ : on évalue la population des pays dits francophones en lui ajoutant les francophiles ou francophones vivant à l'extérieur de ces pays. Selon Jean-Marc Léger (1987), la quarantaine de pays formant la francophonie au milieu des années 1980 représentait 4 % de la population mondiale (soit un peu plus de 200 millions d'habitants), mais la simple addition des populations des pays où le français est reconnu comme langue officielle ou utilisé par une certaine proportion de la population donnerait une estimation d'environ 380 millions de personnes. Jean-Louis Roy (1995 : 84) avance que l'espace francophone regrouperait au milieu des années 1990 environ un demi-milliard de personnes.

Les deux scénarios de la série A sont fidèles à cette approche, qui rejoint par ailleurs la définition que le dictionnaire² donne de la francophonie :

francophonie : ensemble des pays francophones, communauté que forment les pays qui emploient le français (France, Belgique, Suisse, Canada, Louisiane, Afrique, Madagascar, Liban, Antilles, etc.).

¹ En 1962, les partenaires africains francophones consentirent à se regrouper sous l'égide d'une organisation francophone intergouvernementale, soit l'Organisation commune africaine et malgache (OCAM). L'idée mena en 1970 à la création, à Niamey, d'une nouvelle organisation internationale, l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT). Ainsi donc, « la francophonie existait [et] disposait d'assises juridiques indéniables et d'appuis politiques d'importance » (Roy, 1995 : 40). Cette nouvelle organisation visait à promouvoir et à diffuser les cultures francophones en offrant des moyens financiers pour la mise en oeuvre de programmes de développement culturel et technique, tout en assurant la présence des pays francophones sur l'échiquier mondial; l'ACCT obtint même un statut d'observateur aux Nations Unies. C'est lors de la Conférence ministérielle de Bucarest, en 1998, que l'appellation Organisation internationale de la francophonie a été adoptée.

² Nous utilisons ici les définitions qu'offre le dictionnaire du logiciel Antidote (Édition 2012, version 6). Celles-ci reprennent sensiblement celles que l'on retrouve dans les autres dictionnaires français.

Selon cette définition, on est francophone si on appartient à cet ensemble de pays dits francophones. Cela rejoint la définition retenue pour notre scénario A1 : la population francophone est celle des pays qui ont le statut de membres de plein droit de l'Organisation internationale de la Francophonie en 2010 et où le français a le statut de langue officielle. Nous définissons ici ce groupe formé de 29 pays comme étant l'ensemble des *pays de la francophonie officielle*. Il s'agit donc des *pays membres de l'OIF et qui ont retenu le français comme langue officielle*³.

La liste des membres en titre de l'OIF comprend également un certain nombre de pays dont le français n'est pas l'une des langues officielles. La jeune organisation internationale francophone qu'est l'OIF est largement façonnée par les vestiges de l'entreprise coloniale française des XIX^e et XX^e siècles (Le Scouarnec, 1997). À la suite d'un processus de décolonisation et d'acquisition des indépendances, la plupart des ex-colonies françaises ont conservé un lien avec l'ancienne métropole, notamment en participant activement aux instances de la francophonie. Celle-ci, comme institution politique internationale, représente donc la population de l'ensemble de ces pays, qu'ils comptent ou non une proportion importante de locuteurs francophones. Dans notre scénario A2, la population retenue est celle qui appartient à ce que l'on nomme les *pays de la francophonie active*, donc celle des 29 pays membres de l'OIF dont le français est l'une des langues officielles (soit la population retenue au scénario A1), plus celle des 21 autres pays membres de plein droit de l'OIF en 2009 et dont le français n'est pas l'une des langues officielles. Il s'agit par exemple de pays du Maghreb comme le Maroc et la Tunisie ainsi que du Liban (pays qui contribuent largement à la migration internationale francophone), mais aussi de pays d'Asie comme le Laos et le Vietnam, que l'histoire relativement récente a conduits à maintenir un lien avec les institutions politiques de la francophonie.

Sur la base de ces deux premiers scénarios, on pourrait nous reprocher de définir la francophonie sans tenir compte des francophones... Comme le souligne Michel Têtu, cette approche peut être trompeuse, « car contrairement aux pays d'Amérique du Sud, par exemple, où la grande majorité de la population parle la même langue, les pays dits francophones comptent des proportions extrêmement variables de locuteurs francophones » (Têtu, 1992 : 208).

³ Les membres de l'OIF qui ont le français comme langue officielle sont au nombre de 32. Toutefois, 3 de ces membres n'ont pas le statut de pays. On trouvera en annexe la liste des pays visés par chacun des scénarios.

L'approche retenue pour les deux derniers scénarios nous permet de répondre à cette critique puisqu'elle repose sur une estimation de la population francophone dans chacun des pays. Dans ce qu'il appelle l'espace francophone, Jean-Louis Roy estime ainsi que l'on retrouverait 40 % de « pratiquants » du français, soit environ 180 millions de personnes (cité par Le Scouarnec, 1997 : 22). Jean-Marc Léger, pour sa part, évaluait au début des années 1980 que les « parlant français » se chiffraient à environ 70 millions dans les pays francophones du Nord et à 30 à 35 millions dans les pays francophones du Sud (Léger, 1987).

La deuxième approche consiste ainsi à évaluer les effectifs de locuteurs francophones, ou l'ensemble des individus qui font usage du français à l'oral ou à l'écrit au quotidien, qui le maîtrisent bien ou le maîtrisent partiellement. Les deux scénarios de la série B s'appuient sur cette approche en se référant aux estimations réalisées en 2010 par des chercheurs de l'ODSEF et de l'OIF dans le cadre de la préparation de l'ouvrage lancé en marge du Sommet de la Francophonie de Montreux et intitulé *La langue française dans le monde, 2010*. Ces estimations pour la première décennie des années 2000 ont été réalisées pour plus d'une cinquantaine de pays du monde. Un indicateur est obtenu à partir des différentes études qui ont permis d'estimer la proportion de francophones que compte chacun des pays (Bougma, 2010; Haut conseil de la francophonie [HCF], 1998; OIF, 2003 et 2010; Marcoux, 2010; Marcoux et Gagnon, 2003; Marcoux et Konaté, 2008). Il ne s'agit donc plus ici de définir la population francophone uniquement à partir du lien politique et juridique qu'entretient le pays d'appartenance d'un individu à l'égard des institutions francophones, mais plutôt de prendre en considération une estimation de la prévalence du français dans chacun des pays du monde où l'on trouve un certain nombre de francophones, parfois une faible minorité.

On trouvera en annexe la liste des pays et les estimations, pour 2010, des proportions de francophones dans chacun d'eux. Le scénario B1, Population francophone stabilisation 2010, fixe donc pour les 40 prochaines années les proportions de francophones au niveau obtenu en 2010. En d'autres termes, il ne prévoit aucune augmentation relative du nombre de locuteurs francophones dans les États de la planète et, de ce fait, seules les tendances démographiques propres à chacun de pays permettent de modifier les effectifs de francophones.

Cette hypothèse du maintien des proportions de francophones dans le futur peut paraître assez réaliste pour les pays francophones du Nord et pour les pays non francophones. Il en est autrement toutefois de certains pays du Sud, notamment ceux d'Afrique subsaharienne où le

français a le statut de langue officielle et où il est largement utilisé dans l'espace public (radio, télévision, journaux, fonction publique, etc.) tout en cohabitant avec d'autres langues nationales ou locales.

Le statut que conserve la langue française dans l'enseignement public et privé mérite une attention particulière et représente à n'en pas douter un enjeu crucial pour l'avenir du français. Dans la presque totalité des pays francophones d'Afrique subsaharienne, l'enseignement primaire, secondaire et supérieur se fait quasiment exclusivement en français. Le problème pour l'instant est que les niveaux d'éducation et d'alphabétisation y sont particulièrement faibles. Au Mali, par exemple, nous avons pu estimer que moins du tiers des enfants admissibles au primaire fréquentent l'école (Marcoux Guéye et Konaté, 2006). Devant l'ampleur des défis de développement, en Afrique notamment, et vu le rôle que joue l'éducation, la plupart des intervenants internationaux réunis à Dakar autour de l'UNICEF et de l'UNESCO se sont donné un programme d'action en se fixant comme objectif l'éducation pour tous en l'an 2015. Dans la mesure où les efforts accomplis pour relever ces niveaux d'éducation en vue d'atteindre une alphabétisation globale dans les années à venir se révéleront fructueux, une augmentation considérable des proportions de francophones dans ces pays pourrait survenir au cours des prochaines décennies⁴. Cette augmentation importante des investissements en éducation et de leurs effets sur l'augmentation spectaculaire du nombre de personnes sachant lire et écrire en français en Afrique francophone est largement documentée par les chercheurs rattachés à l'ODSEF (Bougma, 2010; Bougma et collab. 2010; Konaté et collab. 2010; Niang Camara, 2010).

Le scénario B2, Scolarisation du Sud francophone, s'appuie sur cette lecture de l'avenir en supposant une augmentation des proportions de francophones dans certains pays au cours des prochaines décennies, grâce à une augmentation importante de la scolarisation primaire et secondaire en Afrique. Pour le présent exercice, nous avons donc fixé arbitrairement à 85 % en 2060 les proportions de locuteurs francophones dans les 20 pays d'Afrique subsaharienne où le

⁴ L'étude du HCF (1998) et celle de l'OIF (2003) relèvent l'amélioration des taux de scolarisation pour expliquer l'augmentation observée de locuteurs francophones en Afrique subsaharienne depuis la fin des années 1980. À l'inverse, dans les pays qui ont connu un processus de déscolarisation, il y a eu diminution de la proportion de francophones.

français est l'une des langues officielles et la langue de l'enseignement⁵. Soulignons que ce taux de 85 % que nous estimons pour 2060 est celui que l'on obtenait à la Réunion, à la Martinique et à la Guadeloupe en 2000.

Les nouvelles projections des Nations Unies

Un exercice de projection des populations conduit à faire des hypothèses sur chacun des trois paramètres qui conditionnent la croissance d'une population : la natalité, la mortalité et les migrations. Jusqu'à la fin du XX^e siècle, les projections des Nations Unies reposaient sur certains postulats qui ont été abondamment critiqués (Mathews, 1994; Singer, 2002). Les critiques portaient plus particulièrement sur la notion d'équilibre, centrale dans les exercices de projection menés à New York, et concernaient plus particulièrement deux des trois paramètres, à savoir la fécondité et les migrations. D'une part, les experts des Nations Unies supposaient qu'il y aurait à l'échelle de la planète convergence des transitions de la fécondité vers le fameux seuil de 2,1 enfants par femmes, niveau qui permet de garantir le remplacement des générations dans un contexte de faible mortalité. D'autre part, ces experts entrevoyaient une augmentation continue de l'espérance de vie à la naissance, et ce pour l'ensemble des pays en développement. Enfin, en matière de migration, on supposait que l'on assisterait à une certaine convergence de tous les pays vers des soldes migratoires nuls.

La « révision 2002 » des projections des Nations Unies, qui a précédé de quelques années celle que nous utilisons dans le cadre de cet article, représente un virage majeur (Guengant, 2002; United Nations, 2003). Outre l'intégration attendue des effets de la pandémie du VIH-sida sur les niveaux de mortalité dans de nombreux pays et la prise en compte de la complexité des modèles de migrations internationales en fonction des mouvements passés, les nouvelles projections se démarquent principalement en ce qui a trait à la natalité : la convergence vers un seuil de remplacement des générations n'est plus le postulat retenu. En effet, les récentes études montrent, d'une part, que dans de nombreux pays en développement la fécondité a diminué beaucoup moins rapidement que le laissaient supposer les prévisions antérieures. D'autre part, la reprise envisagée de la natalité dans la plupart des pays développés ne s'est

⁵ Il importe de préciser ici que, selon ce scénario, les proportions de francophones sont maintenues au niveau de 2000 pour les pays du Maghreb membres de l'OIF et dont le français n'est pas l'une des langues officielles. L'arabe occupe dans ces pays un place très importante et les tendances récentes semblent indiquer une stagnation du nombre de locuteurs francophones (Amrani, 2004; Bouhdiba, 2011).

pas produite; ces pays présentent des niveaux de fécondité souvent inférieurs au seuil de remplacement des générations (Bongaarts, 2002). De ce fait, la croissance démographique de certains pays en développement devrait être beaucoup plus importante que ne l'annonçaient les exercices de projection précédents (Bongaarts, 2002; Chamie, 2011; Singer, 2002). À l'inverse, la nouvelle approche prospective conduit à prévoir un ralentissement considérable de la croissance démographique dans les pays développés, et même une décroissance plus rapide pour certaines régions et certains pays, avec le vieillissement démographique qui accompagne ce phénomène. Il ne fait aucun doute que ces nouvelles tendances conduisent à une reconfiguration majeure des poids démographiques des pays de la planète.

Depuis 2002, les projections démographiques mondiales fournissent ainsi des estimations relatives à six prévisions distinctes (United Nations, 2003 et 2010)⁶. La principale différence entre les scénarios présentés tient aux hypothèses sur l'évolution des taux de fécondité. Sous la variante moyenne par exemple, soit le scénario retenu ici pour la suite de l'exercice, un seuil relatif aux taux de fécondité a été fixé. Ainsi, pour les pays à fécondité moyenne et élevée, aucune diminution en dessous de 1,85 enfant par femme n'est prévue. Conséquemment, 1,85 enfant par femme est la valeur plancher sous laquelle la fécondité des pays concernés ne devrait pas chuter avant 2060. En ce qui a trait aux pays à basse fécondité, les taux de fécondité devraient y demeurer inférieurs à 1,85 enfant par femme pendant une bonne partie de la première moitié du XXI^e siècle, tout en augmentant lentement pour atteindre 1,85 vers 2045-2050.

Quelques résultats

Le tableau 1 présente les effectifs obtenus. Nous avons appliqué les paramètres retenus selon chacun des quatre scénarios aux effectifs que nous donnent les plus récentes révisions des projections des Nations Unies. Ainsi, en 2010, le nombre d'habitants appartenant à l'ensemble des pays où la langue française a le statut de langue officielle aurait dépassé le cap des 375 millions. À la même période, on estimait à plus de 700 millions la population des pays actifs

⁶ Les données pour 2010 sont disponibles à partir de la page <http://esa.un.org/unpd/wpp/index.htm>. D'autres auteurs et organisations proposent également des exercices de projection de la population mondiale. Les projections des Nations Unies sont néanmoins la référence la plus largement connue et utilisée dans la littérature. Ce qu'il est convenu d'appeler la « révision 2002 » donne par ailleurs des résultats plus proches qu'auparavant des exercices de projection démographique internationale d'autres organisations (Singer, 2002 : 540-541).

dans les institutions de la francophonie, ce qui correspond à l'espace francophone de Jean-Louis Roy (1995). Comme l'ensemble de la planète entre 1960 et 2010, cet espace francophone aurait connu un doublement de sa population et connaîtrait une croissance similaire au cours des 50 prochaines années : les pays de la francophonie officielle atteindraient ainsi plus de 850 millions d'habitants, et l'ensemble de l'espace francophone au sens large (scénario A2) dépasserait même le milliard d'habitants.

TABLEAU 1. Population (en milliers) appartenant à la francophonie selon les quatre définitions de l'espace francophone. Estimations pour 1960 et 2010 et projections pour 2060.

	1960	2010	2060
Scénario A1			
Francophonie officielle	148 774	380 586	854 865
Scénario A2			
Francophonie active	280 266	672 993	1 222 054
Scénario B1			
Francophones (OIF 2010)		218 264	368 304
Scénario B2			
Scolarisation du Sud francophone		218 264	767 230
Population mondiale totale	3 038 414	6 895 889	9 615 189

Source : calculs des auteurs s'appuyant notamment sur les estimations et projections issues de *World Population Prospects. The 2010 Revision* (United Nations, 2011).

Si on s'en tient maintenant aux francophones selon les définitions proposées à travers la seconde approche, leur nombre en 2010 est évalué à près de 220 millions, ce qui est parfaitement conforme aux tendances issues des estimations de Roy (1995), du HCF (1998) et de l'OIF (2003)⁷. Ils connaîtront également une croissance importante, pour atteindre près de 370 millions en 2060, selon le scénario où la prévalence du français stagne dans tous les pays au niveau retenu pour 2010. Toutefois, cette population de francophones pourrait passer à près de 770 millions si le français fait des progrès relativement importants dans les pays africains de la francophonie et en Haïti. La population de locuteurs francophones serait ainsi multipliée par près de 4 en 50 ans, et la population mondiale par moins de 50 % au cours de la même

⁷ Les estimations pour 1960 ne sont possibles que pour les deux scénarios A puisque nous n'avons aucune information précise et fiable sur les locuteurs francophones à l'échelle mondiale pour la période antérieure à 1997.

période. Les locuteurs francophones à travers le monde pourraient alors représenter près de 8 % de la population mondiale, comparativement à 3 % actuellement⁸.

Évidemment, on sait que les composantes de la croissance démographique diffèrent selon les pays et les aires géographiques. Comme nous l'avons souligné, les pays du Nord sont entrés de plain-pied dans un processus de vieillissement des populations qui, avec la baisse de la fécondité, entraîne un ralentissement très important de la croissance démographique, voire dans certains cas un déclin démographique. Si la diminution de la fécondité semble se répandre dans la plupart des pays du Sud, cette tendance est beaucoup plus lente que prévu dans de nombreux pays d'Afrique, de sorte que le potentiel de croissance y demeurera élevé pendant de nombreuses années encore. Compte tenu de la situation géographique des pays de la francophonie et de la répartition des francophones qui en découle, il peut être intéressant d'examiner les formes actuelles de la francophonie et de tenter d'en dessiner les contours pour l'avenir.

Le tableau 2 présente la répartition géographique par continent de la francophonie ou des francophones, selon chacun des quatre scénarios. Un premier constat ressort : quel que soit le scénario envisagé, l'Afrique connaîtra une augmentation considérable de son poids démographique dans la francophonie, et le poids de l'Europe devrait diminuer d'autant. L'approche en termes d'espace francophone (scénarios A1 et A2) conduit en effet à près d'un doublement du poids relatif de l'Afrique dans la francophonie. Parallèlement, alors que l'on comptait autant d'individus appartenant aux pays de la francophonie en Europe et en Afrique en 1960, il y aurait en 2060 près de 7 personnes appartenant à la francophonie en Afrique pour 1 personne en Europe.

⁸ À titre de comparaison, rappelons qu'à la fin des années 1990 on estimait à environ 9 % de la population mondiale la proportion de locuteurs de l'anglais et à 5,7 % la proportion de locuteurs de l'espagnol (OIF, 2003 : 79).

TABLEAU 2. Répartition (%) par continent des populations de la francophonie et des francophones, et effectifs totaux (en milliers), selon quatre scénarios, 1960-2060

Continents	1960	2010	2060
Scénario A1. Francophonie officielle			
Afrique	44,18	66,54	81,73
Amériques	15,08	11,85	7,16
Asie	0,00	0,00	0,00
Europe	40,65	21,47	11,01
Océanie	0,10	0,13	0,11
Population francophone (Sc. A1)	148 774	380 586	854 865
Population mondiale	3 038 414	6 895 889	9 615 189
Scénario A2. Francophonie active			
Afrique	39,91	57,02	72,95
Amériques	8,04	6,74	5,03
Asie	15,93	16,70	10,88
Europe	36,07	19,46	11,06
Océanie	0,05	0,08	0,07
Population francophone (Sc. A2)	280 266	672 993	1 222 054
Population mondiale	3 038 414	6 895 889	9 615 189
Scénario B1. Francophones (stabilisation selon les taux de 2010)			
Afrique		50,17	65,50
Amériques		8,14	6,56
Asie		1,81	1,35
Europe		39,60	26,35
Océanie		0,27	0,24
Population francophone (Sc. B1)		218 264	368 304
Population mondiale		6 895 889	9 615 189
Scénario B2. Scolarisation du Sud francophone			
Afrique		50,17	83,44
Amériques		8,14	3,15
Asie		1,81	0,65
Europe		39,60	12,65
Océanie		0,27	0,11
Population francophone (Sc. B2)		218 264	767 230
Population mondiale		6 895 889	9 615 189

Source : calculs des auteurs s'appuyant notamment sur les estimations et projections issues de *World Population Prospects. The 2010 Revision* (United Nations, 2011).

Le scénario qui consiste à définir la francophonie active en tant qu'espace politique (scénario A2) est le seul qui donne une place importante à l'Asie, prenant en compte les tendances démographiques de certains pays fort peuplés (Cambodge, Laos et Vietnam). Il serait toutefois surprenant que ce sous-ensemble puisse conserver un rôle important au sein de l'ensemble politique de la francophonie car la proportion de francophones, déjà très faible, devrait continuer à y diminuer. En effet, avec l'ouverture des marchés, l'anglais y devient la principale langue internationale. On peut difficilement entrevoir un renversement, étant donné notamment le rôle actif de ces trois pays au sein de l'ASEAN (Association of Southeast Asian Nations), où l'anglais devient la langue de communication (OIF, 2003).

Selon l'approche basée sur les locuteurs, en 2010, autour de 50 % de l'ensemble des francophones du monde vivaient sur le continent africain (scénarios B1 et B2). Les tendances lourdes de la démographie se font nettement sentir puisque, même si les proportions de francophones restent à leurs niveaux de 2010, le poids de l'Afrique augmente considérablement : en 2060 près des deux tiers des francophones seront sur le continent africain. Le scénario qui prend cette fois en considération (B2) la progression probable de l'usage du français en Afrique conduit à remodeler très sensiblement la répartition continentale des locuteurs du français. L'Europe, par exemple, voit son poids démographique divisé par quatre, comptant non plus 40 % des francophones du monde, mais seulement 13 %. Ce scénario mènerait par ailleurs à une concentration de près de 85 % des francophones du monde en Afrique en 2060; cela signifie que plus d'un demi-milliard de francophones se trouveraient sur ce continent au milieu du siècle⁹.

Enfin, il ne faut pas oublier que les mécanismes assurant la croissance démographique se répercutent directement sur les structures par âge des populations. Ainsi, le processus de vieillissement accéléré des populations des pays occidentaux, associé au maintien d'une fécondité plus élevée dans les pays d'Afrique, fait en sorte que les jeunes se retrouvent en proportions

⁹ Notons que nous avons également estimé le nombre de francophones selon une variante du scénario B2. Cette variante, moins optimiste en ce qui a trait aux gains en matière d'éducation en Afrique, fixe à 70 % en 2060 les proportions de francophones dans 18 des pays africains qui ont le français comme langue officielle, et maintient au niveau de 2010 les proportions de francophones au Rwanda et au Burundi, deux pays où les langues nationales sont largement répandues dans les systèmes d'enseignement et dans les médias. Cette variante nous conduit néanmoins à un effectif de 635 millions de francophones en 2060 sur la planète, et toujours à plus de 500 millions le nombre de ces francophones sur le continent africain.

plus importantes dans le Sud. Les « pères » de la francophonie internationale, Habib Bourgiba, Hamani Diori et Léopold Sédar Senghor, anciens présidents respectivement de la Tunisie, du Niger et du Sénégal, s'ils étaient encore vivants, seraient sûrement bien étonnés d'apprendre que 9 francophones de 15 à 29 ans sur 10 pourraient provenir de l'Afrique en 2050 (résultats non présentés).

Conclusion

L'exercice sur lequel nous nous appuyons doit évidemment être considéré avec prudence, comme tout exercice prospectif. C'est une tentative pour esquisser ce que pourrait être l'avenir démographique de la francophonie ou du monde francophone, à partir des informations disponibles, partielles et incomplètes, et sur la base des hypothèses qui semblent les plus plausibles. À cause de ses limites évidentes, il convient de voir dans les résultats de cet exercice de projection des perspectives plutôt que des prévisions, pour reprendre la distinction de Louis Henry (1981)¹⁰. Malgré ses limites importantes, l'exercice n'est pas vain, puisqu'il autorise un certain nombre de conclusions.

On peut estimer que l'espace francophone, défini sur la base des pays qui ont le français comme langue officielle, comptait près de 150 millions de personnes en 1960 pour plus que doubler en 50 ans et atteindre 380 millions de personnes en 2010. Ce chiffre devrait dépasser les 850 millions d'habitants en 2060 selon les plus récentes projections des Nations Unies.

Le nombre de locuteurs francophones, estimé autour de 220 millions en 2020, pourrait dépasser les 750 millions si des mesures énergiques sont prises pour appuyer les programmes visant à assurer l'éducation à tous dans les pays du Sud où on enseigne déjà en français. Les francophones, qui représentaient en 2000 moins de 3 % de la population du monde, pourraient voir leur poids démographique passer au milieu du XXI^e siècle à 8 % de la population mondiale.

¹⁰ « On entend par projection démographique un ensemble de résultats de calcul, illustrant l'évolution future d'une population en fonction de telles ou telles hypothèses qui ne sont pas nécessairement vraisemblables. Lorsqu'on fait le choix d'hypothèses plus ou moins vraisemblables, à la suite de l'analyse d'une situation concrète, on parle volontiers de perspectives démographiques. Ces perspectives ne constituent à proprement parler des prévisions démographiques que lorsque les hypothèses sur lesquelles elles sont fondées apparaissent comme très probables » (Henry, 1981 : 102-103).

Les tendances démographiques que prévoient les Nations Unies et une large part de la communauté scientifique des démographes conduisent, dans l'ensemble, à une reconfiguration importante du poids des nations à l'échelle de la planète. Le monde francophone n'est nullement épargné par cette reconfiguration.

Quel que soit le scénario retenu, l'Afrique voit son poids démographique augmenter considérablement : alors que moins de la moitié des francophones du monde y vivaient en 2010, on peut s'attendre à y trouver près de 85 % des locuteurs du français en 2050, soit plus d'un demi-milliard des 715 millions de francophones de la planète.

L'avenir démographique de la francophonie reposera de plus en plus sur les pays du Sud, plus particulièrement sur l'Afrique, et sera donc lié à des contextes nationaux qui se caractérisent davantage par le multilinguisme. S'il semble destiné à passer par l'Afrique, l'avenir démographique de la francophonie est conditionné par au moins deux éléments majeurs :

- des mesures fortes et efficaces dans le domaine de l'enseignement devront permettre de relever substantiellement les niveaux d'éducation dans les pays de l'Afrique francophone;
- les pays de l'Afrique francophone et leurs populations devront considérer que ce relèvement très sensible des niveaux d'éducation (nécessaire à leur développement social et économique) peut et doit se faire notamment dans le cadre de programmes d'enseignement et de formation où la langue française occupe une place importante.

Étant donné le multilinguisme pratiqué dans la plupart des pays d'Afrique, y compris ceux de la francophonie, il faudra nécessairement identifier la place et le rôle de la langue française par rapport aux autres langues en usage dans ces pays, mais également aux autres langues qui semblent s'imposer dans le monde, notamment l'anglais, l'arabe et l'espagnol. Compte tenu des écarts disproportionnés dans les moyens dont disposent les pays, il est évident que l'avenir démographique de la francophonie dépendra grandement des gestes de solidarité et des efforts que seront prêts à consentir les pays du Nord de la francophonie à l'endroit des pays francophones d'Afrique. Les acteurs de la francophonie auront aussi un rôle majeur à jouer pour susciter ou maintenir un intérêt pour le développement du français dans de nombreux secteurs en Afrique, notamment dans les médias (écrits, radiophoniques, audiovisuels et électroniques), dans les milieux des arts (cinéma, littérature, etc.) et dans le secteur de l'enseignement et de la recherche scientifique.

Références bibliographiques

- AMRANI, Y. (2004). « L'agonie de la langue française au Maroc ». *La Gazette du Maroc* (9 février).
- BONGAARTS, J. (2002). « The End of the Fertility Transition in the Developed World ». *Population and Development Review*, 28(3) : 419-443.
- BOUHDIBA, S. (2011). *L'arabe et le français dans le système éducatif tunisien : approche démographique et essai prospectif*. Québec : Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone/Université Laval. (Collection Rapport de recherche de l'ODSEF)
- BOUGMA, M. (2010). *Dynamique des langues locales et de la langue française au Burkina Faso : un éclairage à travers les recensements généraux de la population (1985, 1996 et 2006)*. Québec : Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone/Université Laval. (Collection Rapport de recherche de l'ODSEF)
- BOUGMA, M, M. K. KONATÉ et R. MARCOUX. (2010). « Les populations francophones au Burkina et au Mali depuis le milieu des années 1980 ». Dans Alexandre Wolff (dir.), *La langue française dans le monde 2010*. Paris : Nathan : 50-52.
- CHAMIE, J. (2011). « Africa's Demographic Multiplication ». *The Globalist* (13 juin).
- GUENGANT, J-P. (2002). « "Révolution" dans le champ des projections démographiques ». *La lettre du CICRED*, 6(Suppl.) : 9-12.
- HAUT CONSEIL DE LA FRANCOPHONIE. (1998). *État de la francophonie dans le monde*. Paris : La Documentation Française.
- HENRY, Louis, (1981). *Dictionnaire démographique multilingue* (2^e éd.). Liège : Ordina Éditions.
- KONATÉ, M. K., I. DIABATÉ et A. ASSIMA. (2010). *Dynamique des langues locales et de la langue française au Mali : un éclairage à travers les recensements généraux de la population (1987 et 1998)*. Québec : Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone/Université Laval. (Collection Rapport de recherche de l'ODSEF)
- LÉGER, J.-M. (1987). *La Francophonie : grand dessin, grande ambiguïté*. Montréal : Hurtubise HMH.
- LE SCOUARNEC, F.-P. (1997). *La Francophonie*. Montréal : Boréal.
- MATHEWS, G. (1994). « L'avenir de la population mondiale. Quand les perspectives officielles se trompent lourdement », *Futurible*, 190 : 45-65.
- MARCOUX, R. (2010). « Les populations francophones : passé, présent et perspectives ». Dans Alexandre Wolff (dir.), *La langue française dans le monde 2010*. Paris : Nathan : 45-50.
- MARCOUX, R. et M. K. KONATÉ. (2008). « Les sources de données démo-linguistiques en Afrique francophone ». Dans *Séminaire international sur la méthodologie d'observation de la langue française dans le monde*. Paris, AUF-OIF (juin 2008) : 351-367.

- MARCOUX, R. avec la collaboration de M. GAGNÉ. (2003). « La Francophonie de demain : essai de mesure de la population appartenant à la Francophonie d'ici 2050 ». *Cahiers québécois de démographie*, 32(2) : 273-294.
- MARCOUX, R., M. GUÉYE et M. K. KONATÉ. (2006). « Environnement familial, itinéraires scolaires et travail des enfants au Mali ». Dans Association internationale des démographes de langue française (AIDELF), *Enfants d'aujourd'hui. Diversité des contextes, pluralité des parcours*. Paris : AIDELF-PUF : 961-973.
- NIANG CAMARA, F. B. (2010). *Dynamique des langues locales et de la langue française au Sénégal en 1988 et 2002*. Québec : Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone/Université Laval. (Collection Rapport de recherche de l'ODSEF)
- OIF (ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE). (2003). *La Francophonie dans le monde, 2002-2003*. Paris : Larousse.
- OIF (ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE). (2010). *La langue française dans le monde 2010*. Paris : Nathan.
- ROY, J.-L. (1995). *Mondialisation, développement et culture : la médiation francophone*. Montréal : Hurtubise HMH.
- SINGER, M. (2002). «Uncertainties in the Composition of World Population in the Twenty-First Century ». *Population and Development Review*, 28(3) : 539-548.
- TÊTU, M. (1992). *La Francophonie : histoire, problématique et perspectives*. Montréal :Guérin Universitaire.
- UNITED NATIONS. (2011). *World Population Prospects. The 2010 Revision. Population Database* [en ligne]. United Nations, Population Division. Consultable à la page : <http://esa.un.org/unpd/wpp/index.htm>
- UNITED NATIONS. (2003). *World Population Prospects. The 2002 Revision*. United Nations, Population Division.

Annexe 1. Définition des différents statuts de l'OIF

Pour définir la population du monde francophone, on peut s'appuyer sur les définitions statutaires en usage à l'Organisation internationale de la francophonie (OIF). Les informations qui suivent ont été obtenues en mai 2010 sur le site Internet de l'OIF (www.francophonie.org). Les statuts d'adhésion de ses membres ont été élaborés par la communauté francophone en 1985, à la Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage. L'OIF compte en 2011-2012 75 États et gouvernements dont 56 sont membres et 19 ont le statut d'observateurs.

Membre de plein droit

Les pays membres de plein droit participent à l'ensemble des instances de la francophonie et sont les seuls admis à présenter des candidatures aux différents postes dans les institutions de la francophonie, ou encore à accueillir les réunions des instances. La presque totalité des membres de plein droit ont fait du français la ou l'une des langues officielles du pays.

Membre associé

L'accès au statut de membre associé est réservé à des États et à des gouvernements ayant d'ores et déjà le français comme l'une de leurs langues officielles ou d'usage habituelles, et partageant les valeurs de la francophonie. Les membres associés assistent à diverses instances de la francophonie sans toutefois intervenir dans les débats, puisqu'ils ne reçoivent que l'information et la documentation non confidentielles diffusées par le Secrétariat des instances de l'OIF. Celle-ci comptait trois membres associés en 2010 : le Ghana, l'Arménie et Chypre.

Observateur et invité spécial

Les observateurs assistent aux instances de la francophonie selon les mêmes règles que les membres associés. Le statut d'observateur peut être accordé à un État ou à un gouvernement.

Le statut d'invité spécial vise les entités ou collectivités territoriales non souveraines qui en font la demande; il leur est accordé dès qu'elles manifestent leur volonté d'engagement dans la francophonie et que l'usage de la langue française sur leur territoire est démontré. Il faut noter que le statut d'invité spécial n'est accordé qu'à titre provisoire. Attribué à l'occasion de chaque Sommet, il n'est pas reconduit automatiquement. En 2010, l'OIF comptait 19 membres observateurs.

Annexe 2. Quatre scénarios pour définir l'ensemble francophone

Pour réaliser les estimations actuelles et projetées de la population appartenant à la francophonie, on peut s'appuyer sur diverses définitions permettant de la circonscrire. Nos données de base sont issues des dernières projections démographiques des Nations Unies, *World Population Prospects. The 2010 Revision* [Révision 2010 des projections démographiques mondiales], disponibles en ligne à partir de la page <http://esa.un.org/unpd/wpp/index.htm>). Nous avons retenu trois définitions de la population francophone. Chacune permet d'estimer la population francophone selon quatre scénarios distincts à l'aide des projections des Nations Unies.

Scénario A1 : Population des pays de la francophonie officielle

Dans le scénario A1, la population francophone est celle qui appartient aux pays ayant le statut de membres de plein droit de l'OIF en 2010 et dont le français est l'une des langues officielles. Nous définissons ici ce groupe comme étant l'ensemble des *pays de la francophonie officielle*. Il s'agit des 29 pays et 3 gouvernements (en italiques) suivants :

Belgique	Haïti
<i>Comm. franç. de Belgique</i>	Luxembourg
Bénin	Madagascar
Burkina Faso	Mali
Burundi	Monaco
Cameroun	Niger
Canada	Rép. démocratique du Congo
<i>Nouveau-Brunswick</i>	République centrafricaine
<i>Québec</i>	Rwanda
Comores	Sénégal
Congo	Seychelles
Côte-d'Ivoire	Suisse
Djibouti	Tchad
France	Togo
Gabon	Vanuatu
Guinée	
Guinée équatoriale	

Scénario A2 : Population des pays de la francophonie active

Ce scénario porte à la fois sur l'ensemble de la population des pays membres dont le français est l'une des langues officielles – pays présentés au scénario A1 – et sur les *pays de la francophonie également membres de plein droit de l'Organisation internationale de la francophonie en 2010 et dont le français n'est pas l'une des langues officielles*. La population francophone est donc définie comme étant celle qui appartient aux pays pleinement actifs au sein des instances de la francophonie. À la liste des pays du scénario A1 s'ajoutent ainsi 21 pays :

Albanie	Liban
Andorre	Maroc
Bulgarie	Maurice
Cambodge	Mauritanie
Cap-Vert	Moldavie
Dominique	Roumanie
Ex-République yougoslave de Macédoine	Sainte-Lucie
Égypte	Sao Tomé et Príncipe
Guinée-Bissau	Tunisie
Grèce	Vietnam
Laos	

Scénario B1 : Population francophone selon l'OIF 2010 (stabilisation des taux)

À compter du début des années 1990, le Haut conseil de la francophonie a tenté d'estimer le nombre de francophones (locuteurs) dans le monde pour plus d'une cinquantaine de pays (HCF, 1998). Il a produit une mise à jour pour 2000 (OIF, 2003). Pour le HCF et l'OIF, les francophones sont les personnes « capables de faire face, en français, aux situations de communication courante » (OIF, 2003 : 15). Les francophones partiels sont ceux et celles dont l'usage et la maîtrise du français sont plus limités. Il faut noter que les estimations produites par le HCF et l'OIF ne résultent pas d'une méthode unique ou encore d'une même source; de ce fait, la précision des estimations pourra varier d'un pays à l'autre. Enfin, en 2010, l'OIF a privilégié une nouvelle approche qui s'appuie sur différentes sources d'informations et qui, pour l'Afrique, repose plus particulièrement sur les informations issues des recensements et enquêtes démographiques. Ces sources prévoient notamment des questions sur la capacité à lire et à écrire en français des individus (Marcoux et Konaté, 2008; OIF, 2010).

Dans le cas du scénario B1, nous avons appliqué aux effectifs nationaux que nous proposons les projections des Nations Unies la proportion de francophones correspondant à chaque pays

visé par l'estimation de l'OIF (2010). Lorsque ces proportions n'étaient pas disponibles, nous avons utilisé les estimations du HCF (1998) pour 1997. Il importe de préciser que dans le cadre de cet exercice de projection spécifique au scénario B1, on suppose que la prévalence de francophones dans chacun des pays demeurera la même au cours du temps. Ainsi les estimations des proportions de francophones demeurent constantes de 2010 à 2060.

Les effectifs correspondant au scénario B1 sont présentés en annexe 3, p. 22-23.

Scénario B2 : Population francophone suivant la scolarisation des populations du Sud

Le scénario B1 présente l'inconvénient de ne prendre en considération pour l'avenir aucun transfert linguistique en faveur du français et de reporter la situation de 2010 sur plus de 50 ans (OIF, 2010).

On peut croire que les proportions de francophones demeureront stables dans la plupart des pays du Nord, comme le Canada et le Québec, la France et la Belgique, de même que dans les autres pays où les proportions de francophones sont très faibles (États-Unis, Égypte, Vietnam, etc.).

Dans les pays membres de l'OIF qui présentent au début des années 2000 des niveaux faibles – voire extrêmement faibles – de scolarisation et d'alphabétisation, il est toutefois possible d'imaginer que les taux de francisation pourraient croître au même rythme que les taux de scolarisation. Dans la mesure où le français demeure au cœur de l'éducation de base dans ces pays, comme il est permis de le croire, l'objectif de l'UNICEF et de l'UNESCO, qui vise l'Éducation pour tous en 2015, devrait donc conduire à une augmentation importante des proportions de populations francophones dans ces pays.

Le scénario B2 corrige donc les proportions de francophones pour les pays de l'Afrique subsaharienne membres de l'OIF en ramenant mécaniquement les proportions de francophones à 85 % en 2060 (soit le niveau que l'on retrouve en 1997 à la Réunion). Il est à préciser que d'autres scénarios ont également été examinés à partir d'autres hypothèses mais ne sont pas présentés ici.

Annexe 3. Estimation des francophones en 2010 selon le scénario B1

Pays	Population en 2010 ^a (milliers)	Francophones	
		Effectifs (milliers)	Proportion dans le pays ^b
Algérie	35 468	11 822	33 %
Bénin	8 850	2 832	32 %
Burkina Faso	16 469	3 294	20 %
Burundi	8 383	671	8 %
Cameroun	19 599	7 056	36 %
Cap-Vert	496	47	10 %
Centrafrique	4 401	1 276	29 %
Comores	735	154	21 %
Congo	4 043	2 264	56 %
Côte-d'Ivoire	19 738	6 711	34 %
Djibouti	889	444	50 %
Égypte	81 121	2 758	3 %
Gabon	1 505	828	55 %
Ghana	24 392	1 220	5 %
Guinée	9 982	2 196	22 %
Guinée Bissau	1 515	227	15 %
Guinée-Équatoriale	700	203	29 %
Madagascar	20 714	4 143	20 %
Mali	15 370	2 767	18 %
Maroc	31 951	10 224	32 %
Maurice	1 299	948	73 %
Mauritanie	3 460	450	13 %
Mayotte	204	204	100 %
Niger	15 512	1 861	12 %
Rép. démocratique du Congo	65 966	30 344	46 %
Réunion	846	795	94 %
Rwanda	10 624	319	3 %
Sao Tomé et Príncipe	165	108	65 %
Sénégal	12 434	2 984	24 %
Seychelles	87	87	100 %
Tchad	11 227	1 572	14 %
Togo	6 028	1 989	33 %
Tunisie	10 481	6 708	64 %
Total francophones (Sc. B1)		444 653	
Population Afrique	1 022 234		
Canada	34 017	10 205	30 %
Dominique	68	6	10 %
États-Unis	310 384	2 316	1 %
Guadeloupe	461	438	95 %

Pays	Population en 2010 ^a (milliers)	Francophones	
		Effectifs (milliers)	Proportion dans le pays ^b
Guyane française	231	214	93 %
Haïti	9 993	4 197	42 %
Martinique	406	388	96 %
Sainte-Lucie	174	3	2 %
Saint-Pierre et Miquelon	6	6	100 %
Total francophones (Sc. B1)		17 774	
Population Amériques	934 611		
Arménie	3 092	204	7 %
Cambodge	14 138	424	3 %
Chypre	1 104	132	12 %
Israël	7 418	786	11 %
Laos	6 201	186	3 %
Liban	4 228	1 606	38 %
Vietnam	87 848	615	1 %
Total francophones (Sc. B1)		3 954	
Population Asie	4 164 252		
Albanie	3 204	320	10 %
Andorre	85	59	70 %
Belgique	10 712	8 248	77 %
Bulgarie	7 494	525	7 %
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	2 061	227	11 %
France métropolitaine	62 787	62 787	100 %
Grèce	11 359	1 363	12 %
Luxembourg	507	457	90 %
Moldavie	3 573	893	25 %
Monaco	35	28	78 %
Pologne	38 277	1 148	3 %
Roumanie	21 486	4 942	23 %
Suisse	7 664	5 442	71 %
Total francophones (Sc. B1)		86 439	
Population Europe	738 199		
Nouvelle-Calédonie	251	226	90 %
Polynésie française	271	244	90 %
Vanuatu	240	108	45 %
Wallis et Futuna	14	14	100 %
Total francophones (Sc. B1)		591	
Population Océanie	36 593		

^a D'après *World Population Prospects. The 2010 Revision* (United Nations, 2011).

^b D'après *La langue française dans le monde 2010* (OIF, 2010).

Note : L'effectif de population par continent présenté ici est global, et donc supérieur à la somme des effectifs des pays du tableau, qui sont ceux ayant une population francophone.